

TOUTES ET TOUS MOBILISE-ES POUR LA DEFENSE ET L'AMELIORATION DES SERVICES PUBLICS !

La crise sanitaire à laquelle nous sommes maintenant confronté-es depuis près de deux ans met en évidence le rôle essentiel et l'utilité de l'existence de services publics et des agents qui en assurent les missions en de telles circonstances (santé, secours, assistance aux personnes âgées et à la petite enfance, éducation, animation, nettoyage, sécurité...).

Mais, en guise de reconnaissance, à part de grandes envolées lyriques de Macron, de ses ministres et de la gente politique plus généralement, RIEN DE CONCRET TOUT EST DEJA OUBLIE OU PRESQUE !

Presque, car notre cher Président et ses fidèles valets, nous ont réservé une récompense au goût bien amer avec la loi de transformation de la Fonction Publique synonyme de mort de notre statut et de nos garanties notamment en matière de droit à évolution de carrières, de précarisation de l'emploi tous azimuts, de dégradation des conditions de travail favorisée par la disparition des C.H.S.C.T., de vol de congés par le biais de la réorganisation de la mise en place des 1607 heures faisant fi au passage du principe de libre administration des collectivités territoriales. Puis, s'il est réélu, comme si ça ne suffisait pas, une réforme du système de retraites deuxième version, tout aussi indigeste que la première.

Attendre avec espoir le rendez vous citoyen de l'élection présidentielle à venir est illusoire, car parmi les prétendants à la succession, ils sont peu nombreux celles et ceux qui ne répondent pas aux sirènes du libéralisme.

Ainsi au nom de la maîtrise des dépenses publiques, pas celles consacrées aux cadeaux faits au Patronat sans conditions à coup de milliards d'euros mais celles nécessaires pour garantir, entre autre, des services publics modernes répondant aux besoins des usager-es, elles et ils s'ingénient à savoir qui supprimera le plus de postes de fonctionnaires.

A contrario, il est plus qu'urgent d'exiger, avec les usager-es, d'autres choix répondant aux besoins communs parce que le SERVICE PUBLIC EST UN BIEN PUBLIC !

Non, investir dans la modernisation et l'amélioration des services publics n'est pas un appauvrissement mais bien un enrichissement.

Les milliards distribués généreusement au Patronat pendant la pandémie prouvent bien que les moyens financiers existent.

Sans attendre, dans nos collectivités respectives et dans tout le territoire, portons haut et fort nos revendications pour exiger le retrait et l'abrogation des lois scélérates, 10% de temps de travail en moins (32 heures par semaine), 10% d'effectif sous statut en plus, 10% d'augmentation indiciaire et salariale et 10% de notre temps de travail consacré à la formation et à l'occasion de nos élections professionnelles de fin d'année FAISONS DU BULLETIN DE VOTE C.G.T. UN OUTIL REVENDICATIF POUR NOUS FAIRE ENTENDRE !

François-Nicolas DEFACQUE
Coordinateur de la C.S.D. 80

I.P.N.S. Ne pas jeter sur la voie publique